



**UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS FORCE OUVRIERE
D'INDRE ET LOIRE**

La Camusière-18, rue de l'Oiselet, 37550 Saint-Avertin
Tel : 02.47.38.54.43 - Fax : 02.47.37.91.00
udfo37@force-ouvriere.fr

Rassemblement Contre la Réforme des Retraites à Tours le 26 novembre 2013

Chers camarades,
L'intersyndicale à laquelle participaient les UD FO/CGT/FSU/Solidaires dans le département comme ailleurs, a permis de dégager un axe fort pour poursuivre le combat contre la contre-réforme des retraites.

L'UD FO 37 constate que le Sénat a rejeté à l'unanimité le texte qui lui était présenté, dans le même temps où l'Assemblée nationale l'adoptait à une très faible majorité de 21 voix.

C'est le résultat le plus étonnant constaté depuis que nous marchons à la cadence des contre-réformes. Aujourd'hui débute une nouvelle lecture de ce texte, **et pour FO c'est clair ce projet doit être retiré dans son entier !**

Les dernières mobilisations ont pesé et ont eu des conséquences sur l'analyse des élus sur ce texte – sans être dupes du résultat du vote – certains pensent y compris dans la majorité que trop c'est trop ! C'est aussi à mettre au crédit de l'action des organisations syndicales réunies aujourd'hui !

L'UD FO 37 considère que les combats

menés contre l'ANI qui détruit en partie le Code du Travail, se poursuivent encore avec les syndicats qui n'acceptent pas l'austérité imposée par le FMI, la BCE et l'UE, et mise en œuvre par le biais des traités européens.

En effet, personne ne peut contester que cette contre-réforme des retraites, s'inscrit bien dans la poursuite de toutes celles engagées par les gouvernements précédents !

Cette contre-réforme n'est pas acceptée car chacun comprend bien aujourd'hui qu'elle est intégrée dans le traité TSCG signé par le Président Hollande et négocié par le Président Sarkozy.

Oui le gouvernement Hollande/Ayrault et sa majorité sont responsables, car en réalité ce sont bien les dispositions prônées et appliquées par cette Troïka qui imposent aux états européens de casser les dispositifs de retraite, de sécurité sociale, d'évolution des salaires, des retraites et des minima sociaux, et qui créent chômage, précarité et misère.

Oui Camarades, au-delà de notre combat

contre ce texte engagé dès le 10 septembre dernier, il faut constater toutes les actions qui se développent partout dans notre pays et qui démontrent combien les salariés subissent de plein fouet l'austérité. Ils ne le supportent plus, ils résistent.

Plus d'impôts – plus de plans de licenciements, des attaques répétées contre les services publics, une volonté gouvernementale de casser l'école républicaine, de s'attaquer à la protection sociale et à toute notre Sécurité Sociale. Tout cela conduit les salariés, retraités et chômeurs à dire : cela suffit ! et surtout à faire grève, occuper leur lieu de travail, manifester et s'opposer à toutes les attaques qui se développent partout et tous les jours.

Ne pas vouloir entendre et prendre en compte cette misère qui se développe, ne céder qu'aux patrons et qu'à la Troïka pour entrer dans les clous financiers imposés par Bruxelles, c'est porter à terme la responsabilité de terribles éclatements dont les prémices existent déjà !

Tous ces éléments contribuent à ce que FO rappelle que notre combat est celui de la classe ouvrière qui se mobilise, avec ses organisations syndicales présentes ce jour.

Les combats de la classe ouvrière n'ont rien à voir avec ceux qui comme la CFDT et d'autres accompagnent cette austérité et qui accompagnent la casse de la sécurité sociale, de l'emploi, des services publics et qui poussent au corporatisme et à l'éclatement de la République Sociale.

Camarades, il ne faut pas s'y tromper !

C'est une nouvelle étape qui est devant nous : celle de la prise en compte des revendications qui s'expriment.

Pour la Confédération FO, on ne peut durablement voir se multiplier les conflits, la misère, la casse de tous les dispositifs sociaux sans une nouvelle fois s'interroger sur la nécessité de bloquer l'économie par la grève interprofessionnelle et d'appeler ensemble à une manifestation nationale, jusqu'à obtenir satisfaction, comme ont su le faire les camarades grecs, espagnols ou portugais.

Le mouvement syndical revendicatif qui lutte aujourd'hui doit prendre cette responsabilité. C'est le sens de la déclaration de la Commission exécutive de la Confédération FO.

Fait à TOURS le 26 novembre 2013